



40 ans de luttes pour  
la justice sociale

## le petit lundi dans l'Outaouais

Bulletin hebdomadaire des groupes membres  
de la TROVEPO et du FPSO

Numéro du 22 juin 2015

*Oyé, Oyé – marquez la date tout de suite dans vos agendas!*

**L'AGA de la TROVEPO**  
**Vendredi le 25 septembre**  
**De 9h30 à 16h**

*Suivi de dossier*

### ***La Course au fromage Cooper's Hill 2015***

**Pensez-vous réellement que l'équipe du Petit lundi a oublié cette course historique! Ben, voyons donc.**

La course s'est tenue le 25 mai 2015. Aucune équipe de Gatineau n'y a participé. Prenez une minute pour regarder les vidéos pour découvrir, de nouveau, combien les Anglais – et même les Anglaises – sont fous! Malades! Et pour plusieurs, honorablement blessé.e.s! Rappelons que la course existe depuis plus de 200 ans.

La vidéo de la course 2015 : [http://www.cheese-rolling.co.uk/2015\\_soglos\\_cheese\\_rolling\\_video.htm](http://www.cheese-rolling.co.uk/2015_soglos_cheese_rolling_video.htm)

**Note à Jean-Pierre Deslauriers et Denis Carrier** : ça ne vous tente pas? Vous êtes à la retraite, vous avez du temps... Contactez **Lovanie à-côté** (l'entraîneuse de l'équipe [potentielle] de Gatineau) pour plus de détails. Il faudrait commencer l'entraînement tout de suite pour 2016.



Puis, en primeur, pour nos lecteurs et lectrices, l'équipe de recherche du *Petit lundi* vous présente « Nom d'un fromage », un documentaire français sur cette course. Elle dure 15 minutes. [http://www.cheese-rolling.co.uk/2013\\_youtube\\_video\\_nom\\_d'un\\_fromage.htm](http://www.cheese-rolling.co.uk/2013_youtube_video_nom_d'un_fromage.htm)

*Nouvelle publication de Voices/Voix*

## **La démocratie démantelée : étouffer le débat et la dissidence au Canada**



Depuis 2010, *Voices/Voix* a mené plus de 110 études de cas qui « relient les points » et démontrent une tendance claire de la part du gouvernement fédéral à réduire les critiques au silence, à étouffer les débats, à restreindre les connaissances et à fuir ses responsabilités. Dans ***Le démantèlement de la démocratie : étouffer le débat et la dissidence au Canada***, il documente l'usage abusif des règles parlementaires, l'intimidation des fonctionnaires, l'intimidation des organismes dont les positions sont contraires à celles du gouvernement et le retrait du financement de ces derniers.



Le rapport documente également les cas où le gouvernement a restreint la capacité de ses propres ministères et agences indépendantes d'offrir l'information et l'analyse nécessaires à l'élaboration et l'adoption de politiques saines. Du sabotage du formulaire détaillé du recensement au muselage de la communauté scientifique, en passant par le retrait du financement des efforts de sensibilisation fondés sur des données probantes, le gouvernement adopte délibérément une stratégie visant à réprimer toute opinion divergente.

En pièce jointe, vous trouverez un long résumé du texte qui sera bientôt publié, dans sa version intégrale, en français.

*Pour la postérité*

### **Le gouvernement Harper et la destruction illégale des données du Registre des armes à feu**

Oui le dossier est complexe. Mais il est fondamental. Selon les données rendues publiques dans la Cour fédérale du Canada, le gouvernement Harper aurait illégalement exigé la destruction, par la GRC, des données du Registre des armes à feu, alors qu'il savait sciemment que le Commissaire à l'information était en enquête suivant une demande d'accès à l'information.

Pire, dans le projet de loi mammoth concernant l'implémentation du budget Oliver, le gouvernement Harper a introduit une clause (la section 18) qui rend légal en juin ce qui était illégal en avril. Cette rétroactivité vise à protéger la GRC de toute poursuite par rapport aux gestes illégaux posés dans le dossier de la destruction des données du Registre des armes à feu.

Le Petit lundi publie aujourd'hui le document déposé en Cour fédérale par le procureur du Commissaire à l'information. Il est en anglais; il est complexe; il est accablant. Le gouvernement Harper s'estime au-dessus de la loi. Il y a un nom pour cela.

Emploi disponible



**Directeur général / Directrice générale**  
**Coopérative de solidarité du Marché Mobile de Gatineau**  
On cherche quelqu'un pour coordonner et gérer tous les aspects de la mise en œuvre de la coopérative de solidarité du Marché Mobile sur le territoire de la Ville de Gatineau. Tous les détails en pièce jointe.

Pour toute référence ou autre, veuillez écrire à l'adresse de la Coop :  
[MMG.COOP@outlook.com](mailto:MMG.COOP@outlook.com)

Nouvelle étude de l'IRIS

**Le secteur public et l'économie régionale au Québec**  
Investir dans l'extraction de ressources naturelles tout en appliquant des compressions dans le secteur public est une stratégie perdante pour les régions ressources du Québec. C'est la conclusion à laquelle parvient notre nouvelle étude, rédigée par François Desrochers et Bertrand Schepper, qui s'est penchée sur les effets du secteur public sur l'économie des différentes régions.

Pour en savoir plus, vous pouvez télécharger l'étude ici : <http://iris-recherche.qc.ca/publications/le-secteur-public-et-l-economie-regionale-au-quebec>.

Coupures annoncées

**Le gouvernement Couillard s'attaque aux organismes d'employabilité**  
Le gouvernement semble avoir annoncé une compression de 60% des budgets alloués aux organismes d'aide à l'emploi pour les femmes. Nous avons contacté Option Emploi des femmes de l'Outaouais à ce sujet, mais au moment d'aller sous presse (!), nous n'avons pas de leurs nouvelles.

<http://www.fil-information.gouv.qc.ca/Pages/Article.aspx?aiguillage=ajd&type=1&idArticle=2306157289>

Suivi de dossier :

**Le MÉPACQ intervient sur le projet de Loi en matière du lobbyisme**  
Vendredi le 12 juin 2015, le ministre Jean-Marc Fournier a déposé le projet de loi no 56 : Loi sur la transparence en matière de lobbyisme. Ce projet de loi assimile les organismes communautaires aux lobbyistes d'entreprise, niant ainsi la vocation de défenseurs et de protecteurs des droits de la population de plusieurs OSBL québécois, dont les groupes de défense collective des droits.



Pour Marie-Josée Magny, présidente du MÉPACQ et permanente dans un organisme de défense collective des droits régional, « les petites associations locales et régionales préoccupées par des enjeux sociaux, environnementaux, politiques ou économiques ne pourront plus solliciter les élus ou les responsables pour discuter de leurs préoccupations ou exposer leurs positions sur des dossiers touchant les citoyens ! C'est inadmissible, c'est une attaque à la liberté d'association et d'expression collective des citoyennes et des citoyens du Québec! Même nos membres ne pourraient plus nous accompagner dans une rencontre avec, par exemple, un-e élu-e pour faire un témoignage des impacts et des enjeux qui les concernent, sans s'inscrire au Registre! »

Voir le communiqué du MÉPACQ en pièce jointe.

## **Le RQACA intervient sur le projet de Loi en matière du lobbyisme**



Le projet de loi 56 sur la transparence en matière de lobbyisme que vous venez de déposer le 12 juin dernier soulève notre indignation et suscite de nombreuses questions au sein des organismes d'action communautaire. Pourquoi enfermer les organismes d'action communautaire dans une lourdeur administrative et législative alors que depuis 2001, une politique gouvernementale précise les relations du gouvernement avec le milieu communautaire? Doit-on comprendre que le gouvernement remet en question cette politique? Que cache cette réforme? Est-ce la chronique d'une mort annoncée du soutien du gouvernement au milieu communautaire tel que nous le connaissons?

Le texte intégral de cette lettre ouverte au ministre Fournier se trouve en pièce jointe.

*Préannonce*

### **Formation sur la Loi des normes du travail du 9 au 11 décembre**

*Au Bas de l'échelle*, un organisme en défense des droits des personnes non-syndiquées, offrira une session intense sur les différentes lois touchant les travailleur.euse.s non-syndiqué.es. Celle se donne dans l'Outaouais, du 9 au 11 décembre (trois jours).

La session pourrait intéresser tout organisme qui travaille auprès des populations susceptibles d'être des non-syndiqué.es (groupes de femmes, de personnes immigrantes, maisons de quartier, défense des locataires, consommateurs, coops d'habitation, etc.) N'ayant pas de groupe dans la région qui s'occupe spécifiquement de cette problématique, *Au Bas de l'échelle* nous offre la possibilité de former un noyau de personnes et d'organismes qui a une idée des droits en jeu. La formation est gratuite. Pour plus d'information ou pour inscrire votre groupe, contactez la TROVEPO. Plus d'information à venir.

À l'intention des organismes communautaires!

### **Atelier « Communiquer pour rassembler »**

Pour les organismes qui cherchent à survivre dans un contexte de compression budgétaire, il est de plus en plus vital d'apprendre à communiquer et à maintenir une visibilité publique. C'est pour répondre à cette demande spécifique qu'un atelier en communication, entièrement conçu à l'intention de ces organismes, sera offert par des professionnels spécialisés dans le domaine. La formation, créée sur mesure à l'initiative des « Antennes de paix » avec la collaboration de plusieurs partenaires, débutera dès cet été à Gatineau.

*Lieux et dates:* L'atelier sera donné une première fois à **Gatineau les 10, 11 et 12 juillet 2015, en partenariat avec le dépanneur Sylvestre.**

*Coût de l'atelier:* 200 \$ – comprend la clé USB, la documentation imprimée ainsi que les repas du midi. *Réservez dès maintenant :* maximum de 15 participant-e-s par atelier.

#### **Information complète :**

<http://antennesdepaix.org/communiquerpourrassembler/>

Gisèle Turcot [antennesdepaix@gmail.com](mailto:antennesdepaix@gmail.com) (514) 271-9198, pte 310

*Sports*

### **Emmanuelle Beaudry-Plouffe (Centre communautaire Entre-Nous) est aux anges**



### **Le monde normal est en vacances !**

**(dont Le Petit lundi qui sera de retour en août)**